



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 04 septembre 2023

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Immobilier : assouplissements des conditions d'achat de logement dans les deux premières villes de Chine, visant à soutenir le secteur

Politique économique : création d'un bureau de développement de l'économie privée au sein de la NDRC

Banque et Finance [\(ici\)](#)

Marché boursier : les indices chinois évoluent majoritairement à la baisse sur la semaine

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relation Chine-US : les Etats-Unis prolongent jusqu'à la fin de l'année 2023 l'exclusion de certains produits chinois de la hausse des droits de douane imposée par l'administration Trump

Commerce extérieur : la Chine a suspendu l'importation de tout produit aquatique originaire du Japon

Relation Chine-Italie : rencontre entre Wang Wentao et Antonio Tajani, ministre des Affaires étrangères italien

Climat des affaires [\(ici\)](#)

Investissements : le gouvernement chinois publie de nouvelles lignes directrices pour attirer les investissements étrangers

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Automobile : les constructeurs chinois de véhicules électriques affichent leurs ambitions européennes au salon IAA Mobility de Munich

Télécommunications : une campagne d'exclusion des smartphones Apple serait en cours au sein des structures gouvernementales chinoises

Semi-conducteurs : une troisième campagne de soutien à la filière, de 40 Mds USD, serait en cours d'élaboration sous l'égide du « Big Fund »

Semi-conducteurs : l'architecture RISC-V continue sa progression en Chine

Santé : le secteur est visé par une campagne anti-corruption depuis plus d'un mois

Développement durable, énergie et transports ([ici](#))

Nucléaire : les autorités chinoises critiquent vivement le rejet des eaux de Fukushima, pourtant approuvé par l'AIEA

Electricité : les cibles de consommation d'électricité renouvelable par province pour 2023 et 2024 revues à la hausse par rapport à 2022

Electricité verte : les certificats d'électricité verte sont maintenant la seule preuve de consommation d'électricité verte et sont élargis à toutes les énergies renouvelables

Marché carbone : reprise partielle du programme des crédits de compensation chinois pour réduire les émissions carbone (CCER)

Energie : des standards pour l'industrie hydrogène devraient favoriser la production d'hydrogène vert

Transport aérien : le trafic domestique a atteint 115% du niveau de 2019 lors des vacances d'été 2023, le trafic international toujours en retrait à 44%

Actualités régionales ([ici](#))

Zhejiang : lancement d'un projet pilote d'une banque provinciale d'investissement en propriété intellectuelle

Taiwan ([ici](#))

Semi-conducteurs : les grands acteurs du secteur se rassemblent au salon Semi

Budget 2024 : nouvelle hausse du budget de la défense nationale

Réserves de change : une nouvelle baisse, la première depuis octobre 2022

Mongolie ([ici](#))

Visite : le Pape François achève une mission historique en Mongolie

Coopération : la Mongolie et la Chine renforcent leur coopération sous l'Initiative Belt and Road

Chine continentale

Conjoncture

Immobilier : assouplissements des conditions d'achat de logement dans les deux premières villes de Chine, visant à soutenir le secteur

Alors que les ventes immobilières continuent d'enregistrer une chute marquée, accentuant les difficultés de liquidité des promoteurs, les autorités de Pékin et de Shanghai ont annoncé au 1^{er} septembre la mise en œuvre dans leurs villes respectives d'un assouplissement des conditions d'achats pour les personnes ayant déjà été propriétaires. Jusqu'à présent, une personne (ou un ménage) ayant déjà fait l'acquisition d'un logement dans l'une de ces deux villes avec un emprunt hypothécaire ne pouvait plus bénéficier des conditions offertes aux primo-acquéreurs, même si ce premier logement avait déjà été vendu ou le prêt remboursé.

L'écart entre les conditions d'acquisition des primo-acquéreurs et des autres est significatif : pour Shanghai, le taux d'apport personnel passe ainsi de 35 % à 50-70 % selon les quartiers. De même les conditions des prêts sont moins favorables lorsqu'il ne s'agit pas du tout premier logement : à titre d'exemple pour Pékin, *loan prime rate* (LPR)+55 pb pour le premier logement et LPR+105 pb pour le deuxième logement.

Désormais, dans le cadre d'une politique de « prise en compte du logement mais plus des prêts passés » (认房不认贷), les banques considèrent les acquéreurs d'un « premier » logement sur la base de leur détention ou non d'un bien immobilier, et plus sur leur historique de crédit. Le fait d'avoir un jour obtenu un emprunt n'empêche plus de pouvoir bénéficier des conditions plus favorables d'acquisition d'un premier logement, dès lors que la personne ne possède pas de bien immobilier dans la même ville et n'a pas de prêts hypothécaires en cours.

Cette évolution aligne Pékin et Shanghai sur les deux autres villes de premier rang (Guangzhou et Shenzhen), qui avait également récemment relâché cette contrainte depuis fin 2016. Cette mesure permet de soutenir les ventes à court terme dans les principales villes du pays (qui ont un effet significatif sur le marché immobilier national en raison de leurs volumes), en diminuant les contraintes financières pesant sur certaines catégories d'acheteurs.

Autre mesure, la People's Bank of China (PBoC) et la National Financial Regulatory Administration (NFRA) ont publié le 31 août la « Circulaire sur les questions relatives à la réduction des taux d'intérêt des prêts existants pour l'achat du premier logement » indiquant que les emprunteurs peuvent demander à partir du 25 septembre une réduction des taux d'intérêt de leurs prêts hypothécaires existants. Cette mesure vise à alléger le poids du remboursement des prêts hypothécaires pour les ménages, avec l'objectif de soutenir leur consommation.

Politique économique : création d'un bureau de développement de l'économie privée au sein de la NDRC

Le 4 septembre, la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) a annoncé la création du Bureau de développement de l'économie privée au sein de la NDRC. S'agissant d'une mesure concrète dans la mise en œuvre de l'« Avis sur la promotion du développement et de la croissance de l'économie privée » publié

Le 19 juillet par le Comité central du Parti communiste chinois (CCPCC) et du Conseil des affaires d'Etat, cette nouvelle structure sera chargée de promouvoir le développement et la croissance de l'économie privée, de renforcer la coordination globale des politiques dans les domaines concernés et de faire avancer la mise en œuvre rapide et efficace des principales mesures.

Les principales missions du Bureau de développement de l'économie privée sont les suivantes : (i) suivre et analyser l'évolution de l'économie privée, coordonner et organiser l'élaboration de politiques et de mesures visant à promouvoir le développement de l'économie privée, élaborer des politiques destinées à promouvoir les investissements privés et (ii) établir un mécanisme de communication et d'échanges réguliers avec les entreprises privées, coordonner le travail de résolution pour les problèmes majeurs dans le développement de l'économie privée, coordonner le travail de soutien à l'économie privée pour améliorer sa compétitivité internationale.

Pour mémoire, de multiples mesures destinées à soutenir l'économie privée ont été mises en place depuis un peu plus d'un mois :

- « Circulaire pour améliorer le travail de promotion sur l'investissement privé et s'efforcer de mobiliser l'enthousiasme des investissements privés » publiée le 24 juillet par la NDRC
- « Circulaire pour mettre en œuvre plusieurs mesures récentes visant à promouvoir le développement de l'économie privée » publiée le 28 juillet conjointement par huit services tels que la NDRC, l'Administration nationale pour la régulation du marché (SAMR) et l'Administration nationale des impôts (STA).
- « Circulaire pour punir et prévenir, conformément à la loi, les crimes commis par des personnes d'entreprise privée portant atteinte aux droits et intérêts légitimes des entreprises privées afin de créer un environnement juridique favorable au développement de l'économie privée » publié le 31 juillet par le Parquet populaire suprême
- « Annonce sur les politiques de réduction et d'exonération de la TVA pour les petits contribuables » publiée le 1 août par le Ministère des finances (MOF) et la STA.
- 26 mesures publiées le 3 août par le Ministère de la sécurité publique (MPS) pour assurer un développement de haute qualité et en particulier protéger les droits de propriété des entreprises et les droits et intérêts des opérateurs conformément à la loi afin de maintenir l'ordre du marché de concurrence loyale
- Circulaire pour poursuivre la mise en place et l'optimisation de mesures dans le cadre du paiement des impôts des entreprises privées » afin de promouvoir un développement de haute qualité des services destinés au développement et à la croissance de l'économie privée.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et Finance

Marché boursier : les indices chinois évoluent majoritairement à la baisse sur la semaine

Cette semaine, les indices boursiers chinois ont majoritairement enregistré des baisses modestes, dans le prolongement de la mauvaise performance enregistrée au mois d'août. L'indice BSE 50 de Pékin résiste mieux, avec une progression de 1,8 %, contre une baisse de 3,6 % pour l'indice technologique du STAR Market 50 de Shenzhen.

S'agissant du *stock connect*, les marchés ont enregistré des sorties nettes de capitaux d'un montant de 4,8 Mds RMB sur les 4 premiers jours de la semaine, contre des sorties nettes de 15,7 Mds RMB la semaine dernière. A noter que l'activité sur le *connect* est suspendue ce vendredi, conjointement aux autres activités de la bourse de Hong Kong, en raison des conditions météorologiques locales.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50	BSE 50
Entre le 4 et le 8 septembre	-1,4%	-0,5%	-1,7%	-2,4%	-3,6%	1,8%
Depuis le 1er août	-6,8%	-5,3%	-8,1%	-8,4%	-7,0%	-4,0%
Depuis le 1er janvier 2023	-3,4%	0,9%	-6,7%	-12,7%	-6,1%	-13,3%

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Echanges et politique commerciale

Commerce extérieur : La Chine a suspendu l'importation de tout produit aquatique originaire du Japon

Dans le cadre de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC, le *General Administration of Customs of China (GACC)* a annoncé le 24 août 2023 suspendre les importations des produits issus de la pêche japonaise, cette décision prenant effet immédiatement. Selon [le communiqué](#) des douanes, la décision prise en juin dernier par le gouvernement japonais de rejeter dans l'océan Pacifique les eaux ayant servi à refroidir la centrale nucléaire de Fukushima présenterait un risque de santé publique pour le consommateur chinois.

De son côté, le gouvernement japonais affirme dans [une communication](#) à destination des membres du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC que l'eau traitée puis rejetée est suffisamment purifiée, de telle manière que la concentration en matières radioactives respecte les seuils autorisés.

Le 4 septembre 2023, le gouvernement japonais [a demandé](#) l'ouverture d'un dialogue avec la partie chinoise pour résoudre ce différend dans le cadre de l'Accord de partenariat économique régional global (RCEP).

Relation Chine-US : Les Etats-Unis prolongent l'exclusion jusqu'à la fin de l'année 2023 de certains produits chinois de la hausse des droits de douane imposée par l'administration Trump

Le 6 septembre, le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) [a annoncé](#) prolonger jusqu'au 31 décembre 2023 l'exclusion de 429 produits chinois (dont 77 liés à la lutte contre la pandémie de Covid-19) de la hausse des droits de douane imposée en 2018 et 2019 par l'administration Trump. Cette exclusion concerne des produits tels que les moteurs électriques, les aspirateurs, les masques chirurgicaux ou encore les lingettes désinfectantes.

Pour rappel, l'administration Trump avait imposé en 2018 et 2019 une hausse des droits de douanes pour plusieurs milliers de produits importés depuis la Chine pour une valeur totale d'environ [370 Mds USD](#), à la suite d'une [enquête](#) menée dans le cadre de la section 301 de la loi sur le commerce extérieur.

Relation Chine-Italie : Rencontre entre Wang Wentao et Antonio Tajani, ministre des Affaires étrangères italien

Du 3 au 5 septembre 2023, Antonio Tajani, ministre des Affaires étrangères et Vice-président du Conseil des ministres italiens, s'est rendu à Pékin pour participer à la 11^{ème} réunion conjointe du comité gouvernemental Chine-Italie. En marge de la réunion conjointe, lundi 4 septembre 2023, Antonio Tajani a rencontré Wang Wentao, ministre du commerce chinois.

[Selon le communiqué de presse chinois](#), Wang Wentao a rappelé que l'ouverture économique de la Chine offrait de nombreuses opportunités pour les entreprises du monde entier, et a notamment invité les entreprises italiennes à participer aux plateformes d'expositions telles que la CIIE et Consumer Expo.

[Le communiqué de presse italien](#) insiste sur l'importance de la Chine en tant que premier partenaire économique de l'Italie dans la région mais rappelle également l'engagement du gouvernement italien à rééquilibrer sa balance commerciale déficitaire avec la Chine.

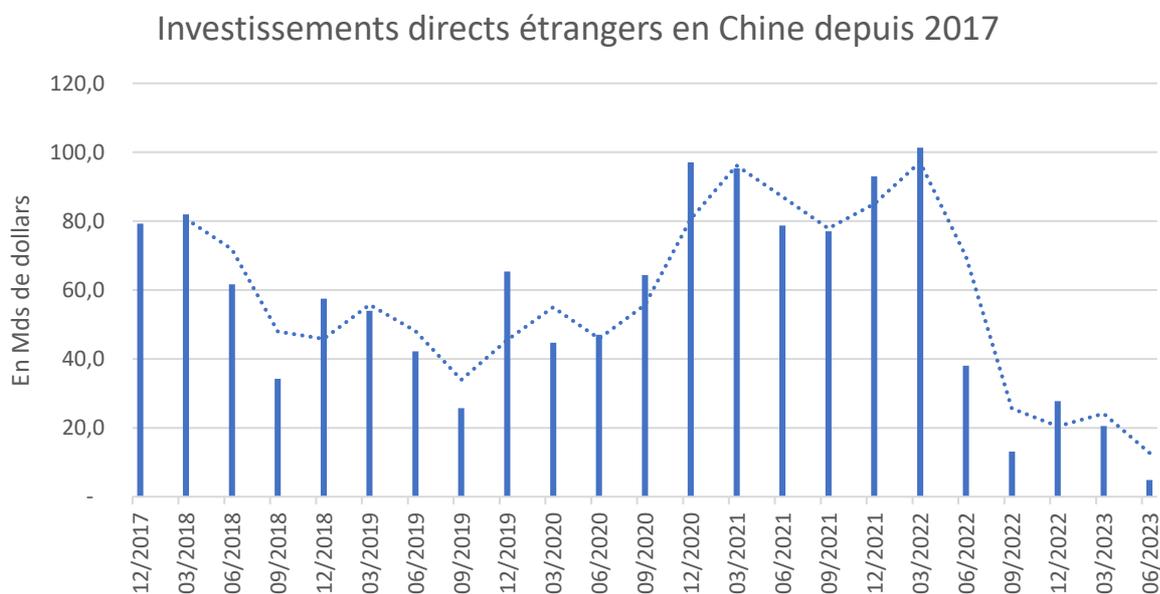
Cette rencontre a également été marquée par l'exposition médiatique dont elle a été l'objet, plusieurs journaux dont [Politico](#) rapportant que l'Italie envisagerait de quitter le projet des Nouvelles routes de la soie (BRI). Pour rappel, l'Italie avait signé en 2019 avec la Chine un protocole d'adhésion à la BRI, lors de la visite du président Xi Jinping à Rome.

Retour au sommaire ([ici](#))

Climat des affaires

Investissements : le gouvernement chinois publie de nouvelles lignes directrices pour attirer les investissements étrangers

Le 13 août 2023, le Conseil des Affaires de l'Etat a publié [une circulaire](#) contenant 24 nouvelles lignes directrices pour attirer les investissements directs étrangers. L'annonce de ce nouveau plan intervient quelques jours après la publication par la *State Administration of Foreign Exchange (SAFE)* des [chiffres](#) sur les investissements directs étrangers pour le deuxième trimestre de 2023. S'établissant à 4,9 Mds USD, les flux d'investissements directs étrangers en Chine ont fortement diminué (- 87% par rapport au T2 2022) en atteignant notamment leur niveau le plus bas depuis le début de leur relevé en 1998.



Source : State Administration of Foreign Exchange (SAFE)

Les 24 lignes directrices de la circulaire, qui seront déclinées en mesures spécifiques par les autorités compétentes, sont réparties en sept thématiques différentes :

1. Améliorer l'utilisation des capitaux étrangers en encourageant notamment les investissements étrangers dans les domaines économiques clefs telle que la biomédecine ;
2. Garantir le traitement national aux entreprises à capitaux étrangers en particulier en ce qui concerne l'accès au marché publics chinois. Pour rappel, selon la définition de l'OCDE, le traitement national est l'obligation de considérer les investisseurs étrangers et/ou leurs investissements d'une façon qui ne soit pas moins favorable à celle qui est réservée aux investisseurs nationaux dans des situations semblables.
3. Renforcer la protection des investissements étrangers en améliorant le système administratif de règlement des litiges pour les produits de contrefaçon.
4. Améliorer l'efficacité des opérations financières en facilitant notamment l'entrée, la sortie, le séjour et la résidence des dirigeants d'entreprises étrangères et de leur personnel technique ;

5. Augmenter les soutiens budgétaires et fiscaux aux entreprises étrangères par une meilleure gestion des fonds de promotion des investissements étrangers et par la mise en œuvre d'une politique fiscale préférentielle ;
6. Développer et améliorer les activités de promotion à l'international pour inciter les entreprises étrangères à investir en Chine ;
7. Renforcer la mise en œuvre des politiques publiques à l'échelle locale.

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Automobile : les constructeurs chinois de véhicules électriques affichent leurs ambitions européennes au salon IAA Mobility de Munich

Au cours du salon de l'automobile IAA Mobility, qui s'est ouvert le 5 septembre à Munich, les constructeurs chinois [ont attiré l'attention](#) avec leurs nouveaux modèles de véhicules électriques à destination du marché européen. XPeng, qui distribue déjà ses véhicules en Norvège et aux Pays-Bas, a annoncé leur introduction sur les marchés allemand, français et britannique l'année prochaine. BYD a dévoilé deux nouveaux modèles et [indiqué sa volonté](#) de « prendre une décision d'ici la fin de l'année » s'agissant de possibles nouveaux sites de production en Europe. Le constructeur chinois Nio était également présent au salon IAA Mobility.

Alors que la vente de véhicules neufs à moteur thermique sera interdite dans l'Union européenne à partir de 2035, le marché européen s'avère stratégique pour les constructeurs chinois de véhicules électriques. [D'après un rapport d'UBS](#), BYD bénéficie d'un avantage de coût de 25 % par rapport aux marques nord-américaines et européennes, ce qui lui donne un potentiel concurrentiel important. UBS attribue cet avantage à la stratégie de chaîne de valeur intégrée mise en œuvre par BYD, qui fabrique ses propres batteries et semi-conducteurs. BYD a d'ailleurs détrôné Volkswagen en tant que marque automobile la plus vendue en Chine au début de l'année 2023.

Dans des propos rapportés par [Reuters](#), Luca de Meo, directeur général de Renault, a insisté sur l'importance de « réduire le différentiel de prix avec les entreprises chinoises qui se sont lancées dans les véhicules électriques une génération plus tôt ». Dans une étude sur l'innovation dans l'industrie automobile publiée l'année dernière, le *Center of Automotive Management* (CAM) elle estime que l'année dernière, la Chine a devancé l'Allemagne et les Etats-Unis pour la première fois en ce qui concerne le nombre d'avancées technologiques dans des domaines tels que les batteries ou encore les logiciels de conduite autonome.

Télécommunications : une campagne d'exclusion des smartphones Apple serait en cours au sein des structures gouvernementales chinoises

Des agences et entreprises gouvernementales chinoises auraient ordonné à leurs employés de ne pas utiliser dans un cadre professionnel les iPhones d'Apple et d'autres appareils de marque étrangère. La liste précise des entités concernées n'est toutefois pas connue, et aucune injonction officielle n'a pour l'instant été formulée. [Selon Reuters](#), le personnel d'au moins trois ministères aurait déjà reçu l'ordre de ne pas utiliser d'iPhones au travail.

Apple est très dépendante du marché chinois, qui représente 19 % de son chiffre d'affaires global [selon Reuters](#), pour une valeur estimée à 74,2 milliards USD en 2022 [selon Bloomberg](#). Au T1 2023, Apple était le plus grand vendeur de smartphones haut de gamme en Chine, avec une part de marché estimée à 20 % par [Counterpoint Research](#). Conséquence de l'annonce de cette mesure, le cours des actions d'Apple ont chuté de 2,9 % jeudi au NASDAQ de New York, après une baisse de 3,6 % mercredi.

Le contrôle des autorités chinoises s'affermir sur les données et les activités numériques au fur et à mesure que sont mis en avant les impératifs de sécurité nationale, dans un contexte de rivalité technologique avec les Etats-Unis. Pékin a déjà incité ses agences et ses entreprises publiques les plus sensibles à remplacer des technologies étrangères, notamment les ordinateurs, les systèmes d'exploitation et les logiciels, par des produits nationaux

mieux contrôlables et plus sûrs. En juillet, une nouvelle version de la loi anti-espionnage est entrée en vigueur ([voir les brèves du SER de Pékin de la semaine du 24 avril 2023](#)).

Cette mesure s'inscrit dans le contexte de la sortie du nouveau Huawei Mate 60 Pro, considéré comme un concurrent sérieux des derniers modèles d'iPhone d'Apple. Selon la société d'investissement Oppenheimer citée par [le Wall Street Journal](#), Apple pourrait perdre 10 millions de livraisons d'iPhone en 2024 à cause du nouveau téléphone de Huawei. Apple devrait sortir l'iPhone 15 la semaine prochaine ([voir les brèves du SER de Pékin de la semaine du 28 août 2023](#)).

Semi-conducteurs : la troisième campagne de soutien à la filière de 40 Mds USD serait en cours d'élaboration sous l'égide du « Big Fund »

Selon des sources citées [par Reuters](#), la Chine s'apprête à lancer un nouveau fonds d'investissement d'une valeur estimée à 300 Mds CNY (40 Mds USD) afin de soutenir sa filière des semi-conducteurs. N'ayant pas été confirmé officiellement, ce fonds serait placé sous la bannière du « China Integrated Circuit Industry Investment Fund », également connu sous le nom de « Big Fund ».

Le ministère chinois des finances serait contributeur à hauteur de 60 Mds CNY (8,1 Mds USD). Les autres contributeurs ne sont pas encore connus. Le processus de collecte de fonds s'étalera sur plusieurs mois et la date d'entrée en opération de ce nouveau fonds d'investissement n'a pas encore été dévoilée.

Les deux campagnes précédentes de financement du « Big Fund » ont rassemblé des fonds pour une valeur de 138,7 Mds CNY (18,9 Mds USD) et 200 Mds CNY (27,2 Mds USD) en 2014 et 2019 respectivement. Malgré une montée en gamme certaine de la filière des semi-conducteurs, des scandales de corruption ont freiné les activités du « Big Fund », suite à la mise sous enquête de certains de ses dirigeants ([voir les brèves du SER de Pékin de la semaine du 13 mars 2023](#)).

Semi-conducteurs : l'architecture RISC-V continue sa progression en Chine

L'architecture de jeu d'instructions pour les micro-processeurs RISC-V continue de susciter de l'engouement en Chine. Le RISC-V Summit China 2023 s'est déroulé à Pékin entre le 23 et le 25 août dernier. Dans la foulée s'est tenue à Shanghai la troisième édition du Forum Industriel RISC-V le 28 août. Neuf acteurs chinois parmi les plus importants du secteur – notamment VeriSilicon, créateur du Consortium Industriel RISC-V de Chine (CRVIC) réunissant 173 entreprises et Sai Fang, fabricant d'une puce CPU d'architecture RISC-V qui serait déjà éprouvée – [y ont annoncé](#) une alliance de partage de brevets afin d'anticiper d'éventuelles poursuites pour atteintes à la propriété intellectuelle, désormais prohibées entre les membres de cette nouvelle alliance. Le but est d'accompagner le développement du RISC-V en Chine en incitant les acteurs à accentuer leurs collaborations.

RISC-V est une architecture de jeu d'instructions *open source* ouvrant la voie à la personnalisation libre des caractéristiques de puces informatiques en fonction de l'utilisation finale. Ce faisant, elle constitue une rupture avec les architectures x86 d'Intel (dominante pour les puces d'ordinateurs personnels et des serveurs) et ARM (dominante pour les puces de tablettes et de *smartphones*) ayant des frais de licence bien plus élevés et n'étant

pas personnalisables. Par ailleurs, ces architectures sont développées par des acteurs états-unien (Intel) et anglo-japonais (ARM).

Le développement de l'architecture fait l'objet d'un soutien des autorités chinoises, qui souhaitent se rapprocher de leurs objectifs d'autosuffisance. En juillet 2018, la Commission municipale de l'économie et des technologies de l'information de la municipalité de Shanghai a publié la première politique de soutien financier spécifiquement dédiée aux processeurs RISC-V, dans le cadre d'un ensemble plus large de mesures incitatives de la ville en faveur de l'industrie des puces. Sur les plus de 10 milliards de puces RISC-V développées dans le monde, celles conçues en Chine représenteraient la moitié de ce volume, selon des données circulant [dans la presse chinoise](#).

Santé : le secteur est visé par une campagne anti-corruption depuis plus d'un mois

Le 28 juillet, la Commission centrale pour l'inspection de la discipline (CCDI) a [annoncé](#) le déploiement d'une campagne de « rectification nationale centralisée de la corruption pharmaceutique », qui cible les pratiques de corruption des médecins dans la vente de produits de santé. Selon la déclaration, cette campagne doit durer un an et concerner « tous les domaines ».

Depuis lors, plus de 150 directeurs d'hôpitaux ont fait l'objet d'une enquête, contre 88 sur l'ensemble de l'année 2022. Certains dirigeants d'entreprises pharmaceutiques sont également concernés par des enquêtes. Les conséquences de cette campagne se font ressentir sur le marché boursier : un nombre croissant d'entreprises du secteur de la santé ont vu le cours de leurs actions chuter et certaines ont interrompu leurs procédures d'introduction en bourse.

En Chine, le secteur de la santé est touché par la corruption depuis de nombreuses années. D'après une étude de l'Université de Pékin portant sur des cas de corruption entre 2013 et 2019, la plupart des pots-de-vin sont versés par des fournisseurs de produits pharmaceutiques, d'équipements médicaux et de consommables, plus que par les patients. [The Lancet](#) rapporte que les représentants d'entreprises pharmaceutiques promettent parfois des commissions allant jusqu'à 50 % en échange de la prescription des médicaments. En conséquence, les médecins concernés ont tendance à prescrire des médicaments chers et à demander des examens supplémentaires, ce qui augmente le coût des soins médicaux au détriment des patients et des finances publiques.

Selon [The Lancet](#), la campagne pourrait viser à résoudre les difficultés structurelles d'accès aux soins de santé en Chine. De façon plus conjoncturelle, elle pourrait également, selon [The Lancet](#), contribuer à la relance de l'économie chinoise, en encourageant la consommation de produits de santé. La Commission nationale de la santé (NHC) chinoise [insiste](#) quant à elle sur la contribution de la campagne à l'innovation, dans un secteur où les investissements en R&D sont [souvent considérés](#) comme insuffisants en comparaison avec le montant des pots-de-vin versés.

Par ailleurs, le Premier Ministre Li Qiang a [approuvé](#) le 25 août un plan d'action pour le développement de haute qualité de l'industrie pharmaceutique entre 2023 et 2025, et un plan similaire pour l'industrie des équipements médicaux. Le détail de ces plans n'est pas encore connu.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transport

Nucléaire : Les autorités chinoises critiquent vivement le rejet des eaux de Fukushima, pourtant approuvé par l'AIEA

Le 24 août, le Japon a commencé à rejeter dans l'océan Pacifique des eaux usées traitées provenant de la centrale nucléaire détruite de Fukushima (1,3 millions de tonnes d'eau, actuellement stockées dans 1000 conteneurs sur site). Le gouvernement chinois a vivement critiqué cette initiative, exigeant que le Japon mette immédiatement fin à ces rejets, et accusant le pays « [d'égoïsme extrême et d'irresponsabilité au mépris de l'intérêt général](#) ». La Chine estime en effet que le Japon a échoué à prouver que ces rejets n'auront pas d'impacts négatifs sur l'environnement marin et la santé humaine, et elle le martèle dans toutes les instances domestiques et internationales. Et ce, en dépit du fait que l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), organisme onusien qui fait autorité en la matière, ait [conclu](#) que les processus de traitement du Japon sont efficaces et que ses activités de rejet sont conformes aux normes internationales de sûreté. « L'impact radiologique est négligeable sur la population et l'environnement », selon l'AIEA, qui continuera à contrôler les activités de rejets jusqu'à la fin, soit le début des années 2050. Par ailleurs, les rejets d'eau de centrales nucléaires sont une pratique courante.

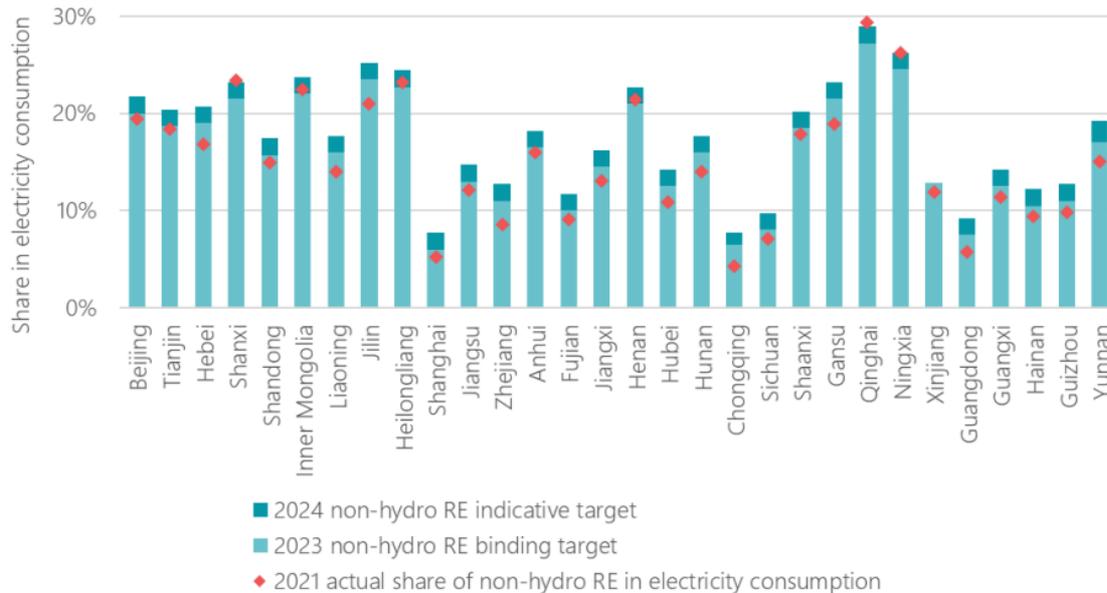
Malgré ces conclusions scientifiques, la Chine a immédiatement banni les importations japonaises de produits de la mer. Le premier ministre Japonais, Kishida Fumio, a invité la Chine à engager une discussion scientifique, invitation laissée lettre morte pour le moment. Si en Corée du Sud des critiques se sont également fait entendre de la part des citoyens, elles restent moins extrêmes et sont nuancées par différents points de vue scientifiques et experts, ce qui n'est pas le cas en Chine.

Electricité : Les cibles de consommation d'électricité renouvelable par province pour 2023 et 2024 revues à la hausse par rapport à 2022

Comme chaque année, la NEA a [publié](#) les cibles en matière de consommation d'électricité renouvelable pour les 30 provinces chinoises (excluant le Tibet), divisées en deux types (une cible incluant et une cible excluant l'hydroélectricité). Les cibles pour 2023 sont obligatoires, et seront évaluées grâce aux certificats verts (*green energy certificates*), devenus les seules preuves de consommation d'électricité verte (*voir brève ci-dessous*), et celles pour 2024 sont indicatives, et doivent guider les plans de développement des EnR dans chaque province.

Le Qinghai et le Ningxia ont les valeurs cibles les plus élevées pour la consommation d'énergie renouvelable hors hydroélectricité, car leur consommation réelle en 2021 a déjà dépassé l'objectif prévu pour 2024. Les objectifs contraignants de la plupart des provinces pour 2023 ont été augmentés de 1,2 % par rapport à 2022, tandis que ceux du Yunnan ont été augmentés de 2 % (car il n'y avait pas eu de revalorisation de ces objectifs entre 2021 et 2022) et ceux du Xinjiang ont été diminués de 1,5 % (car la province était l'une des seules, avec le Gansu, à avoir manqué ses quotas obligatoires en 2021 et en 2020) ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 26 septembre 2022](#)).

2023-2024 non-hydro renewable power consumption targets and completion status in 2021



Source: NEA, accessed in July 2023

Source : China Energy Transformation Program, avec les données de la NEA

Électricité verte : Les certificats d'électricité verte sont maintenant la seule preuve de consommation d'électricité verte et sont élargis à toutes les énergies renouvelables

Le 25 juillet 2023, la NDRC, le MOF et la NEA ont [publié](#) une réglementation instituant les certificats d'électricité verte (*green electricity certificates*, GEC) comme seule preuve de consommation et de production d'électricité renouvelable. Cette notice institutionnalise le programme pilote débuté en 2017 et élargit les GEC à toutes les formes d'énergies renouvelables¹ (seuls le solaire et l'éolien centralisés étaient auparavant couverts). Instituer le GEC comme seule preuve évite ainsi les double-comptages (notamment avec l'autre programme d'échanges de crédits carbone volontaire, le *China Certified Emission Reductions* (CCER)), risque qui était prévalent dans le système antérieur.

Un GEC correspond à 1 MWh d'électricité renouvelable transmise sur le réseau (l'électricité auto-consommée et en-dehors du réseau n'est pas incluse). Il pourra être échangé une seule fois (ce qui le diffère du *China Certified Emission Reductions* (CCER) et ce pour éviter la spéculation), soit lié avec de l'électricité verte (sur le marché de l'électricité verte, l'entité qui reçoit le certificat consomme l'électricité), soit délié (sur le marché des certificats d'électricité verte, l'entité qui reçoit le certificat et l'entité qui consomme l'électricité verte sont différentes). Les projets EnR subventionnés et non subventionnés pourront échanger des GEC : si le prix du GEC est plus faible

¹ Solaire (centralisé, distribué, CSP), éolien (centralisé, distribué, offshore, onshore), hydroélectricité, biomasse, géothermie, énergies marines.

que la subvention, alors le gouvernement paiera la différence ; si le prix du GEC est plus important que de la subvention, alors c'est le GEC qui domine (les bénéficiaires allant à l'entreprise de production électrique ou au propriétaire du projet). Le prix actuel est de [0.03~0.05 yuan](#) (US\$0.0042–0.0069) par kWh. Les GEC s'échangeront sur le *Beijing power trading centre* ou le *Guangzhong power trading centre*. De nouveaux centres d'échange d'électricité devraient être créés, auxquels devraient pouvoir participer les institutions financières et le marché carbone. En principe, seuls les certificats verts chinois peuvent être délivrés pour l'électricité en Chine. Cependant, le document promeut également la reconnaissance mutuelle internationale des certificats verts, afin de pouvoir rapprocher les systèmes dans le futur.

Cette réglementation attendue constitue une amélioration évidente car elle devrait inciter au développement des projets renouvelables en leur permettant de participer équitablement dans le marché et de recevoir des premiums pour l'électricité renouvelable dès la vente de l'électricité (alors que les subventions prennent souvent de nombreuses années de retard, voir [brèves du SER de Pékin, semaine du 15 novembre 2021](#)). Elle est aussi utile aux entreprises soumises à des obligations de consommation d'électricité verte (SOEs, entreprises multinationales, entreprises tournées vers l'export). Le marché des GEC devrait prendre de l'ampleur, alors qu'il ne représentait en 2022 que 0,4% des volumes d'électricité échangés sur les marchés et 1,9% de la production d'électricité d'origine éolienne et solaire (23 TWh, pour 10,3 millions de GEC échangés). Par ailleurs, la consommation renouvelable comptabilisée avec les GECs ne rentrera pas dans les quotas de consommation d'énergie et d'intensité énergétique (voir [brèves du SER de Pékin, semaine du 14 novembre 2022](#)).

Cependant, certaines modalités doivent encore être précisées : l'articulation des GEC avec le CCER nouvellement relancé (voir *brève ci-dessous*) et avec le marché carbone, les mécanismes de certification et de divulgation de l'information.

Sources : China Energy Transformation Program, [China Dialogue](#), [NEA](#), [Carbon Pulse](#), [Lantau Group](#)

Marché carbone : reprise partielle du programme des crédits de compensation chinois pour réduire les émissions carbone (CCER)

Le *China Beijing Green Exchange* (CBGEX) a [annoncé](#) le 17 août 2023 que « tous les participants au marché » étaient désormais autorisés à ouvrir des comptes d'enregistrement et de transaction dans le nouveau système d'échanges du programme *Chinese certified emission reduction* (CCER), crédits de compensation chinois issus de projets de réduction d'émissions de carbone. Toutefois, la date de reprise des transactions n'a pas été clairement précisée et sera « publiée ultérieurement ». Lancé en 2012, ce programme [compte](#) au total 2 871 projets potentiels et 254 entièrement certifiés (équivalent de plus de 50 Mt de CO₂). Cependant, les faibles volumes d'échanges et 'le non-respect des normes de certains projets ont conduit à la suspension du programme en mars 2017 par la NDRC. Les anciens crédits CCER peuvent par ailleurs être utilisés dans le cadre du marché carbone chinois pour compenser jusqu'à 5 % des obligations de mise en conformité des entités assujetties (voir [brèves du SER de Pékin, semaine du 27 mars 2023](#)). Le gouvernement chinois se prépare à relancer le CCER depuis plusieurs mois. Le CBGEX, plateforme d'échanges de divers crédits environnementaux dont les crédits carbone de Pékin (BEA) et le CCER, a [déclaré](#) en février dernier qu'un système CCER unifié avait été mis au point. Le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) a sollicité publiquement des suggestions concernant les

[méthodologies](#) et les [modalités de gestion](#) pour les projets de réduction volontaire des émissions, respectivement en mars et juillet dernier.

Energie : Des standards pour l'industrie hydrogène devraient favoriser la production d'hydrogène vert

Le 8 août 2023, la NDRC, le MEE, le MIIT, la SAMR et 6 autres départements ministériels ont publié des [orientations pour l'établissement de standards dans l'industrie de l'hydrogène](#), soit 30 standards d'ici 2025 concernant la sécurité, la production, le stockage, le transport, et l'usage de l'hydrogène. Ces standards devraient permettre un développement plus rapide et moins coûteux de la filière hydrogène, et notamment de l'hydrogène vert. Les principaux freins au développement de l'hydrogène en Chine sont effectivement un manque de débouchés pour la consommation, la faiblesse des standards, et des limitations liées à la sûreté. Pour rappel, la NDRC et la NEA avait publié en mars 2022 le « plan national sur le développement de l'hydrogène pour la période 2021-2035 » qui fixe un objectif de 100 000 à 200 000 tonnes métriques de production d'hydrogène vert en 2025 (objectif très conservateur, puisque les estimations pointeraient plutôt sur 10 fois plus) ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 21 mars 2022](#)). Actuellement, la production d'hydrogène en Chine se fait quasi-exclusivement à partir d'énergies fossiles. La dimension internationale de cette standardisation est soulignée, afin de permettre à la Chine d'influencer les standards mondiaux pour les technologies futures (objectif de modification de 5 standards et de proposition de 3 standards internationaux d'ici 2025).

Transport aérien : Le trafic domestique a atteint 115% du niveau de 2019 lors des vacances d'été 2023, le trafic international toujours en retrait à 44%

D'après [les statistiques](#) publiées par l'administration de l'aviation civile de Chine (CAAC), pendant les vacances d'été 2023, du 1er juillet au 31 août, le nombre de passagers ayant pris l'avion en Chine a atteint 130 millions, soit une augmentation de 7,4% par rapport à la même période en 2019 et de 110% par rapport à la même période en 2022. Un total de 1,069 million de vols ont été effectués, avec une moyenne de 17 242 vols par jour, ce qui représente une augmentation de 0,5% par rapport à la même période en 2019 et de 78% par rapport à la même période en 2022.

En moyenne, 14 087 vols domestiques ont été effectués chaque jour, soit une augmentation de 15% par rapport à la même période en 2019 et de 46% par rapport à la même période en 2022. Le nombre moyen de vols internationaux (hors Hong Kong, Macao et Taiwan) s'élevait à 1 095 par jour, soit l'équivalent de 44% de la même période en 2019 et un chiffre multiplié par 65 par rapport à la même période en 2022 (38 vols quotidiens).

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Zhejiang : Lancement d'un projet pilote d'une banque provinciale d'investissement en propriété intellectuelle

Le 4 septembre, les autorités de la province du Zhejiang ont annoncé le lancement d'un projet pilote de banque d'investissement en propriété intellectuelle visant à rapprocher les détenteurs de brevets, principalement les universités de la province (les premiers détenteurs étant l'Université du Zhejiang et l'Université de technologie du Zhejiang), et les investisseurs locaux visant à faire entrer ces innovations sur le marché. Cette banque s'ouvre aux investisseurs avec une réserve de 4171 brevets dont 3428 brevets d'invention.

[Lire la publication du gouvernement du Zhejiang \(en chinois\)](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Semi-conducteurs : les grands acteurs du secteur se rassemblent au salon Semi

Le [salon Semi](#) s'est tenu cette semaine à Taipei : [50 000 personnes étaient attendues sur le site du parc des expositions de Nangang, qui recevait environ 950 exposants et 3000 stands](#). Divers séminaires se sont tenus en marge de l'exposition, avec notamment des séquences dédiées aux semi-conducteurs composites, aux puces automobiles, au *smart manufacturing*, aux questions de cybersécurité, etc... lors du *CEO Summit*, qui réunissait les responsables des grands groupes TSMC, ASE, Cadence Design Systems, Google, Lam Research, Merck Electronics et Tokyo Electron limited, [l'intelligence artificielle](#) et son potentiel de développement illimité ont marqué la majorité des interventions, avec néanmoins des incertitudes de l'industrie pointées sur les défis attendus en matière de décarbonation, formation des talents, restructuration des chaînes d'approvisionnement, et tensions politiques. De manière générale, les experts s'accordent sur un rebond de l'activité du secteur des semi-conducteurs en 2024, et anticipent un quasi doublement des revenus mondiaux d'ici 2030 pour atteindre 1 000 Mds USD, dont plus du tiers sur le *computing AI*. Uniquement sur Taiwan et sur l'année 2023, [la valeur de la production devrait connaître une baisse de 12,7%](#) pour atteindre 141,6 Mds USD (*Industrial Economics and Knowledge Center* de l'ITRI).

Budget 2024 : nouvelle augmentation du budget consacré à la défense nationale

Le cabinet du Premier Ministre (Yuan Exécutif) a récemment annoncé ses [prévisions budgétaires pour 2024, qui doivent encore être validées par le parlement : en hausse de 7 %, le projet de budget atteint 2 882 Mds TWD \(un peu plus de 85 Mds EUR\)](#). Compte tenu d'un niveau de recettes estimé à 2 709 Mds (+5 % par rapport à l'année précédente), le déficit budgétaire pourrait s'établir à 172 Mds TWD (5 Mds EUR). Les programmes d'aides sociales représentent 27 % de l'enveloppe, soit 792 Mds TWD (23 Mds EUR), suivis notamment par les dépenses dédiées à l'éducation, la culture et aux sciences (561 Mds TWD, 19 %), et le développement économique (434 Mds TWD, 15 %).

[Le budget affecté à la défense progresse de plus de 7 %, atteignant 607 Mds TWD \(près de 18 Mds EUR\)](#), dont 94 Mds TWD de budget spécial et 72 Mds TWD de fonds spécifique à but non lucratif, dédiés à l'achat d'avions de chasse et de missiles et à la modernisation des forces aériennes et maritimes. Selon la Direction du budget, des comptes publics et des statistiques (DGBAS), ce budget représente près de 3 % du PIB, un montant historique.

Réserves de change : une nouvelle baisse depuis octobre 2022

La banque centrale de Taïwan (CBC) a annoncé que [les réserves de change avaient atteint 565 Mds USD fin août 2023, soit une baisse d'un peu plus de 1 Mds USD par rapport au mois précédent](#). La CBC explique cette baisse essentiellement par ses interventions sur le marché des changes pour stabiliser le taux de change TWD-USD, le dollar taïwanais se dépréciant depuis le début d'année, passant de 30,4 pour 1 USD en janvier, à 31,9 le 6 septembre dernier. La CBC ajoute que cette baisse résulte également des pertes sur sa gestion des réserves en devises, la plupart des monnaies étrangères s'étant dépréciées face au USD (le renminbi (-2,04 %), la livre sterling (-1,03 %) et l'euro (-0,83 %)). Par ailleurs, les titres et dépôts libellés en TWD et détenus par des investisseurs

étrangers ont atteint 562 Mds USD fin août, représentant 99 % du montant des réserves de change. Taiwan reste malgré tout classée au cinquième rang mondial en termes de réserves de change, derrière la Chine, le Japon, la Suisse et la Russie.

Retour au sommaire ([ici](#))

Mongolie

Visite : le Pape François achève une mission historique en Mongolie

Le pape François a récemment conclu sa visite de quatre jours en Mongolie, marquant ainsi une étape historique en tant que première visite d'un pontife romain dans ce pays. Lors de son séjour, le pape a rencontré les autorités mongoles, notamment le président Khürelsükh, ainsi que des représentants de la communauté catholique locale. Cette visite exceptionnelle visait avant tout, selon le Vatican, à symboliser la rencontre entre l'Orient et l'Occident, et ainsi souligner la coexistence religieuse. Cette visite historique a rappelé les échanges médiévaux entre le pape romain et le khan mongol, marqués par des demandes de soumission et de conversion, mais aussi par un respect mutuel à une époque où l'Église catholique menait des croisades et où l'Empire mongol étendait son emprise sur de vastes territoires.

Swap : la Mongolie et la Chine renforcent leur coopération sous l'Initiative Belt and Road

La Mongolie s'engage à approfondir sa coopération en développement avec la Chine dans le cadre de l'Initiative Belt and Road (BRI) et de l'Initiative mondiale de développement (GDI), selon le Premier ministre L. Oyun-Erdene. Les deux pays ont signé des accords de coopération et inauguré le Centre de coopération Chine-Mongolie pour la prévention et le contrôle de la désertification lors de la visite du chef de l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (CIDCA), Luo Zhaohui, à Oulan-Bator.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :

Christian Gianella

Rédacteurs :

Thomas Carré, Thibault Alix, Jingxia Yang, Hao Pan, Arthur Quinquenet, Furui Ren, Camille Bortolini, Marie-Pia Lebrun, Louis Ouvry, François Lemal, Julien Boudet, Laureen Calcat, Haowei Hu, Cyril de Mesmay, Li Wei, Philippe Baudry, Emanuel Malz, Charlotte Lau, Alain Chouan, Odile Huang, Max Chang, Jingyu Wang, Maria Girard, Cao Hui, Ani Liu, Pierre Moussy, Pierre Couturier-Bonsergent, Cheng Chen, Pavlo Stergard, Julie Hervé

Revu par :

Hannah Fatton

Pour s'abonner :

lauren.calcat@dgtrésor.gouv.fr